

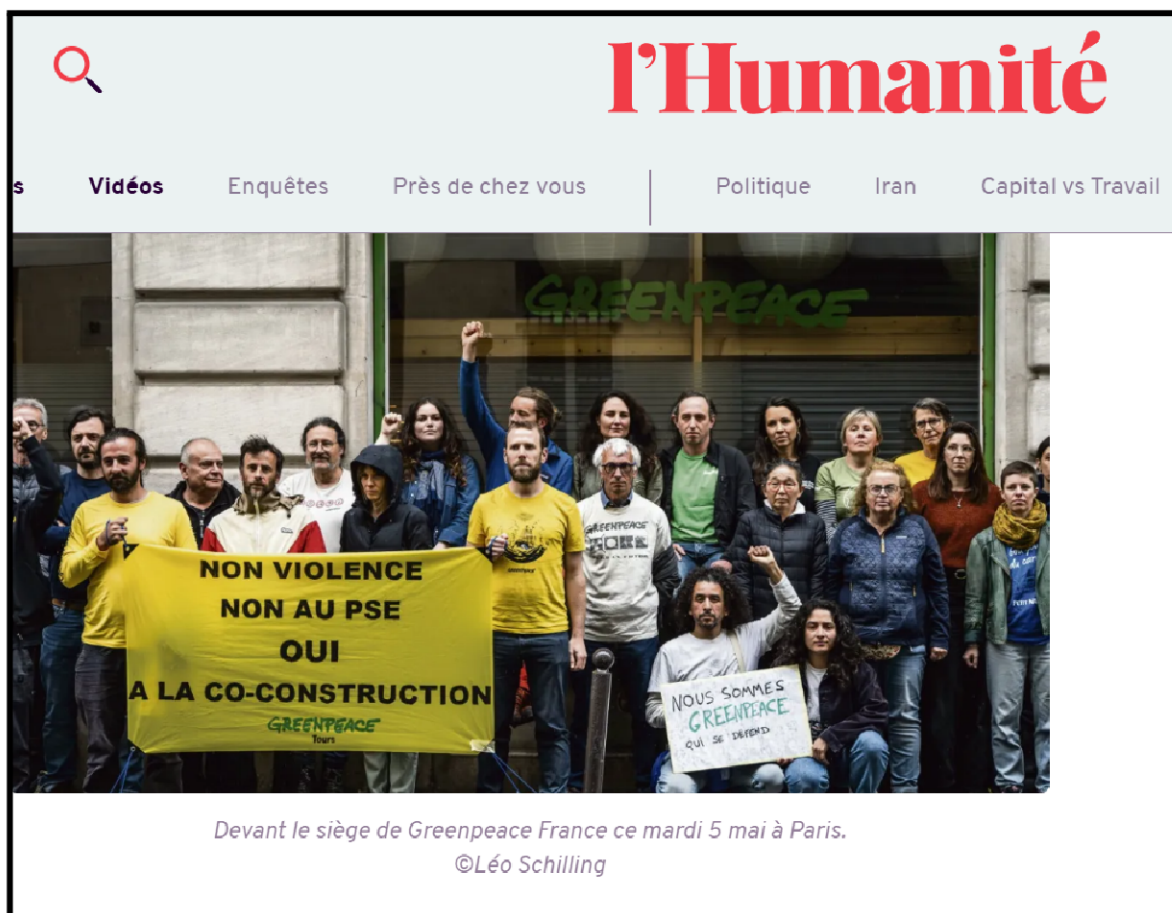
# REVUE DE PRESSE

Mouvement Social Greenpeace France



Septembre 2026

|                            |               |
|----------------------------|---------------|
| <u>Le Monde</u> .....      | 26 mars 2026  |
| <u>France Inter</u> .....  | 26 mars 2026  |
| <u>Reporterre</u> .....    | 26 mars 2026  |
| <u>20minutes</u> .....     | 26 mars 2026  |
| <u>Figaro</u> .....        | 26 mars 2026  |
| <u>Libération</u> .....    | 26 mars 2026  |
| <u>Le Point</u> .....      | 28 mars 2026  |
| <u>Médiapart</u> .....     | 29 avril 2026 |
| <u>Reporterre</u> .....    | 6 mai 2026    |
| <u>L'Humanité</u> .....    | 6 mai 2026    |
| <u>Vert Le Média</u> ..... | 3 juin 2026   |
| <u>L'Informé</u> .....     | 5 juin 2026   |



**Le Monde**

Menu > Planète > Comprendre le réchauffement climatique > 9 indicateurs de l'urgence climatique

PLANÈTE • POLLUTIONS

## Greenpeace France va supprimer un quart de ses effectifs d'ici à l'été

La célèbre ONG explique être « confrontée à un ralentissement de la croissance de ses ressources dû à un contexte économique dégradé ». Le personnel est sous le choc.

Par Raphaëlle Basse Desmoulières  
Publié le 26 mars 2026 à 19h37, modifié le 26 mars 2026 à 20h15 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

radiofrance Radios Catégories Podcasts Recherche Se connecter

### Greenpeace France va supprimer un quart de ses effectifs à cause d'un ralentissement de la croissance de ses ressources

Publié le jeudi 26 mars 2026 à 06:47

Écouter 2 min Ajouter



Reporterre Le média de l'écologie Faire un don au journal

Climat Lutte Alternatives Monde Reportages Enquêtes Idées

Reportage – Lutte

## « C'est une purge » : à Greenpeace, les locaux pris d'assaut pour sauver les emplois



Reporterre Le média de l'écologie Faire un don au journal

Climat Lutte Alternatives Monde Reportages Enquêtes Idées

En bref – Lutte

## Greenpeace France prévoit de licencier 1/4 de ses effectifs



français • english • español

Mardi 9 septembre Édition du soir

MEDIAPART Nous contacter Se connecter

Menu A la Une Vidéos Rubriques Rentrée politique • Guerres au Moyen-Orient • Extrême droite en Europe Le Club Participez

Travail – Enquête

## À Greenpeace, un conflit social éruptif après l'annonce d'un plan de licenciement

Visant la suppression d'un quart des effectifs, soit trente-trois emplois, du fait des difficultés économiques à venir, le plan présenté par l'ONG environnementale ne passe pas auprès de nombreux salariés et militants, qui dénoncent « les méthodes néolibérales » de leur direction.

Pierre Jequier-Zalc  
29 avril 2026 à 12h37

PLANÈTE • POLLUTIONS

## Greenpeace France va supprimer un quart de ses effectifs d'ici à l'été

La célèbre ONG explique être « confrontée à un ralentissement de la croissance de ses ressources dû à un contexte économique dégradé ». Le personnel est sous le choc.

Par Raphaëlle Besse Desmoulières

Publié le 26 mars 2026 à 19h57, modifié le 26 mars 2026 à 20h15 · Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Lire plus tard



Un membre de Greenpeace observe l'arrivée du cargo russe « Baltiyskiy 202 », chargé de plusieurs conteneurs d'uranium en provenance de Russie, au port de Dunkerque, le 20 mars 2023. SAMEER AL-DOUMY/AFP

Coup de massue chez Greenpeace France. L'ONG environnementale a annoncé, jeudi 26 mars dans un communiqué, une importante réorganisation interne qui conduira l'ONG à supprimer un quart de ses effectifs, confirmant [une information de France Inter](#). L'association explique être « confrontée à un ralentissement de la croissance de ses ressources dû à un contexte économique dégradé ».

Un projet de plan de sauvegarde de l'emploi, qui prévoit de réduire les effectifs de 138 à 106 salariés, a été présenté au comité social et économique (CSE) et aux équipes la semaine dernière. « Il y a de l'inquiétude, de l'incompréhension et de la colère, témoigne un salarié sous le choc, qui n'a pas souhaité donner son nom. On savait que la situation était compliquée mais on ne s'attendait pas à ce que 25 % des effectifs soient licenciés. C'est énorme ! Il n'y avait vraiment pas d'alternative ? »

La direction a fait savoir qu'une phase d'information-consultation et de négociations va désormais s'ouvrir. « Si elle aboutit, ce ne sera pas avant fin juin, début juillet », précise Laurence Veyne, codirectrice générale par intérim. Selon elle, « tous les départements vont être touchés » par les licenciements. Mais à l'heure où l'environnement recule dans l'ordre de priorité des Français, Greenpeace entend préserver ses chargés de campagne sur l'ensemble de ses champs

PUBLICITE

En bref — Luttres

## Greenpeace France prévoit de licencier 1/4 de ses effectifs



Un quart des effectifs menacés. Jeudi 26 mars 2026, l'ONG Greenpeace France a annoncé devoir réduire le nombre de ses salariés de 138 à 106 équivalents temps plein d'ici l'été. Ce projet de réorganisation a été présenté aux représentants du personnel en CSE les 17 et 18 mars.

Motif : un ralentissement des dons privés, seule source de financement de l'association. Depuis 2022, la hausse des dons n'est plus que de 7 %, contre 26 % entre 2018 et 2021. La situation nécessite « *la plus grande prudence financière* » pour pouvoir poursuivre ses campagnes de protection de l'environnement, a justifié la direction. L'ONG compte 240 000 adhérents, dont 90 % en dons réguliers. En 2025, elle a récolté 31 millions d'euros. Mais un « *grand nombre* » d'adhérents a récemment manifesté « *des difficultés financières à maintenir* » son niveau de don, a-t-elle indiqué.

## Tensions internes

Autre coup dur pour Greenpeace France, une décision de la Cour de cassation lui a interdit par une décision de septembre 2025 de recourir aux contrats à durée déterminée d'usage (CDDU) pour l'embauche de ses équipes dédiées au recrutement de nouveaux donateurs dans la rue. L'ONG mentionne aussi des « *difficultés de joignabilité téléphonique des donateurs et donatrices* » et l'impossibilité de toucher des adhérents potentiels via les réseaux sociaux, Meta interdisant aux contenus qu'il considère comme politiques de faire des appels aux dons.

Ce plan social économique s'inscrit dans un contexte de tensions internes importantes, dont *Reporterre s'était fait l'écho* à l'occasion du départ du directeur général Jean-François Julliard en décembre 2025. Des sources internes dénoncent un manque d'anticipation de la direction et un manque de négociations avec Greenpeace International, à qui la branche française reverse chaque année 8 à 9 millions d'euros.

Une partie des salariés a fait grève mercredi 25 mars et envisage d'autres actions. La direction a de son côté annoncé que des « *discussions stratégiques* » allaient avoir lieu.

Par [Amélie Quentel et NnoMan Cadoret \(photographies\)](#)

6 mai 2026 à 09h05

Mis à jour le 7 mai 2026 à 14h47

Durée de lecture : 6 minutes

Luttes



Abonnez-vous à la lettre d'info de Reporterre

- ☐ La Quotidienne
- ☐ L'Hebdomadaire
- ☐ L'Étincelle, la mensuelle 100% bonnes nouvelles

Courriel

Valider

## Reportage — Luttes

# « C'est une purge » : à Greenpeace, les locaux pris d'assaut pour sauver les emplois



Alors que la direction de Greenpeace prévoit de licencier un quart de ses effectifs d'ici cet été, une quarantaine de salariés et

**Alors que la direction de Greenpeace prévoit de licencier un quart de ses effectifs d'ici cet été, une quarantaine de salariés et bénévoles occupe depuis le 5 mai les locaux parisiens de l'ONG afin de demander le retrait de ce plan social.**

Paris, reportage

Sur la devanture du bâtiment tout en moulures accueillant les bureaux de Greenpeace, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une immense banderole créée à l'occasion de la mobilisation de 2023 contre la réforme des retraites a été réinstallée en ce mardi 5 mai. « *Jusqu'au retrait* », peut-on lire dessus. La porte d'entrée, elle, a été bloquée par des cadenas pour vélo surmontés d'une affiche indiquant : « *Travaux de construction en cours – Stop PSE.* » Le but de cette action ? Que la direction de l'ONG écologiste renonce au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qu'elle a annoncé le 26 mars et qui prévoit le licenciement de 33 personnes – un quart des effectifs de la structure – d'ici à l'été.

Une décision justifiée par les difficultés économiques de l'association, touchée notamment par un ralentissement des dons privés (soit sa seule source de financement). Une décision, aussi, guère appréciée par de nombreux salariés et militants. Après plusieurs mouvements de grève, une pétition ou encore une lettre ouverte signée par 103 employés (Greenpeace compte actuellement 138 temps plein), les personnes mobilisées ont décidé de passer à l'étape supérieure : une occupation des locaux, censée durer *a minima* vingt-quatre heures nuit incluse, a débuté le 5 mai à 14 heures par une vingtaine de salariés en grève et autant de militants de l'organisation venus en soutien.

## « Ce plan est une purge »

« L'idée est la suivante : soit la direction décide de retirer ce plan de sauvegarde de l'emploi, et elle peut entrer [dans les locaux] pour participer à cet espace de coconstruction entre salariés et bénévoles afin de réfléchir à des alternatives, soit on lui bloque l'accès », explique une salariée ayant requis l'anonymat.

Aucune des deux options n'a finalement eu lieu, la direction n'étant pas revenue sur place après la pause déjeuner. Reste que, à l'intérieur de l'édifice désormais uniquement accessible via une baie vitrée, la colère ne faiblit pas.



12 des 35 groupes locaux de Greenpeace sont actuellement en grève. Ici devant les bureaux à Paris, le 5 mai 2026. © NnoMan Cadoret/Reporterre

*« Greenpeace se revendique anticapitaliste et, dans le même temps, la direction annonce ces licenciements du jour au lendemain sans qu'il n'y ait eu de concertation préalable, déplore un salarié. Par ailleurs, ce sont majoritairement les petits salaires qui sont visés, et potentiellement 75 % des postes occupés par les élus et personnes actives des sections syndicales. Cela s'inscrit dans une logique néolibérale que l'on dénonce depuis longtemps au sein de la structure. »*

Quitterie Czupryna, déléguée syndicale Asso-Solidaires, confirme : *« On voit clairement que ce PSE est une purge, et que la direction utilise l'excuse des difficultés financières pour se débarrasser de postes et a fortiori de gens qui dérangent en interne. Il s'agit d'un choix politique, et d'une vision de Greenpeace qui n'est pas la nôtre. »*



Les locaux parisiens de l'ONG ont été bloqués afin de demander le retrait de ce plan social. © NnoMan Cadoret/Reporterre

## Noyer le poisson

Contactée par *Reporterre*, Laurence Veyne, codirectrice adjointe de l'association, assure que le plan *« ne vise pas des personnes mais des postes »*. Rejoints par des militants de l'ONG, les salariés ont pu le matin même présenter des alternatives à la direction. Laurence Veyne assure que *« celle-ci s'est engagée à les étudier, à les chiffrer et à voir leurs conséquences éventuelles. Nous allons revenir vers les salariés d'ici une semaine ou deux »*. Et d'ajouter : *« Nous comprenons bien que ce projet suscite beaucoup d'inquiétude et de colère, et nous sommes ouverts à la discussion pour toute proposition solide qui permettrait de répondre aux enjeux actuels. »*

Une tentative de *« noyer le poisson »*, selon un membre de la section syndicale, qui liste quelques propositions déjà évoquées par les salariés : la réduction des écarts de salaire ou encore celle du temps de travail à trente-deux heures. Le comité social et économique (CSE) a par ailleurs commandé une contre-expertise sur les difficultés financières de Greenpeace, les résultats étant attendus pour fin mai-début juin. Alors même que, selon Quitterie Czupryna, la fin des négociations avec les syndicats est prévue le 22 mai.

D'après des documents révélés par Mediapart également consultés par *Reporterre*, les réserves de trésorerie actuelles de Greenpeace s'élèvent à près de 11 millions d'euros. Mais, selon la direction, au regard du déficit de 4 millions d'euros attendu pour 2027 et des difficultés déjà citées, l'ONG *« ne sera plus en capacité de couvrir [ses] charges à partir du deuxième trimestre 2029 »*.



Des salariés et militants dénoncent la « logique néolibérale » de la direction de l'ONG. © NhoMan Cadoret/Reporterre

## Conflits internes

*« Évidemment, tout le monde espère sauver quelques postes, mais ce plan est nécessaire si on veut que Greenpeace survive. Il y a eu beaucoup trop d'embauches ces dernières années »,* argue une salariée dont l'emploi serait pourtant, selon ses dires, supprimé à l'issue de l'adoption d'une telle décision.

Visiblement remontée contre la mobilisation en cours, elle pointe un « *groupe de personnes, qui, depuis plusieurs années, critique systématiquement tout ce que propose la direction alors que nous sommes pourris gâtés* » — des paroles représentatives de conflits internes ayant cours depuis longtemps au sein de l'association. Tout en ne niant pas qu'il existe « *des visions différentes au sein de Greenpeace* », un membre de la section syndicale affirme que « *le mouvement social et de contestation est clairement majoritaire au sein des salariés, des groupes locaux et des communautés globales* ».



Les personnes mobilisées ont lancé un « appel à la grève des communautés » de Greenpeace. © NnoMan Cadoret/Reporterre

Christiane, militante bénévole du groupe local de Poitiers venue spécialement à Paris en soutien, abonde : *« Nous avons d'abord ressenti de la sidération et de la tristesse, puis de la colère : ce qui tombe sur la tête des salariés va aussi tomber par répercussion sur les groupes locaux, qui font partie de l'ADN de l'ONG. »*

12 des 35 groupes locaux de la structure sont actuellement en grève. Sur un site lancé le 5 mai, les personnes mobilisées ont lancé un « *appel à la grève des communautés* » de Greenpeace : les adhérents sont enjoins à suspendre leur soutien financier à l'association ; les bénévoles à cesser leurs activités et les sympathisants à faire une « *grève des likes et partages* » des posts de l'ONG sur les réseaux sociaux.

Dans la nuit du 5 au 6 mai, après de nouvelles discussions sur les alternatives possibles au plan de sauvegarde de l'emploi et une assemblée générale, une trentaine de salariés et de militants sont restés dormir sur place dans une ambiance « *déterminée* » pour tenir jusqu'à 14 heures au moins.

Actu • 

## LICENCIEMENTS, BLOCAGES, TENSIONS INTERNES... QUE SE PASSE-T-IL CHEZ GREENPEACE FRANCE ?



Devant le siège de Greenpeace France ce mardi 5 mai à Paris.

©Léo Schilling

Le bateau **Greenpeace** prend l'eau. Sur la devanture des locaux parisiens du 10<sup>e</sup> arrondissement, des banderoles ornées de slogans sont déployées. L'un d'eux, « La fin préfigure les moyens : co-construisons ! », représente *« notre demande, avec le retrait du plan de licenciements, de pouvoir trouver ensemble des alternatives viables, comme la réduction des écarts de salaire »*, indique une salariée.

Mardi 5 mai, une partie des salariés et des militants de l'ONG de défense de l'environnement a mis en place un barrage filtrant les entrées au sein des locaux parisiens de l'association. Après une nuit d'occupation à laquelle 33 personnes ont pris part (pour faire référence aux 33 postes qui doivent être supprimés), le blocage a été levé à 14 heures le lendemain pour laisser place à la suite...



RAPPORTS DE FORCE • LUTTES

## «On veut rappeler la direction à l'ordre» : avec les bénévoles, des salariés de Greenpeace France se mobilisent pour sauver leurs emplois

**Les raisons de la colère.** Mardi, une trentaine de salarié-es et bénévoles de Greenpeace France ont interrompu une réunion de leur direction avec l'instance de représentation du personnel pour dénoncer le plan de licenciements prévu d'ici octobre. Elles et ils déplorent «une absence de consultation» et «un manque de dialogue social» pour trouver une alternative. Vert les a rencontrés-es.

03 juin 2026 à 15h04 | Par Lilou Hiver



Copier le lien



Partager



Une trentaine de bénévoles et de salarié-es ont distribué des cartons rouges à la direction de Greenpeace France pour dénoncer le plan de sauvegarde de l'emploi, mardi. © Militant-es et salarié-es de Greenpeace France mobilisé-es contre le plan de licenciement.

L'air de *Stayin' Alive* des Bee Gees résonne depuis une enceinte installée devant les bureaux de Greenpeace France, dans le 10ème arrondissement de Paris. «Rester en vie», c'est précisément le message porté par la trentaine de salariées et militantes bénévoles rassemblée devant l'entrée ce mardi matin. Elles et ils protestent contre le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) annoncé le 26 mars. Une décision justifiée par les difficultés économiques de l'ONG, touchée par un ralentissement de la croissance de ses dons, sa seule source de financement. Initialement fixé à 33 licenciements, soit un quart des salariées, le nombre de suppressions de postes envisagé d'ici octobre a depuis été ramené à 23.

Pour exprimer leur mécontentement, les membres de Greenpeace France mobilisées ont troqué leurs habituels t-shirts verts contre des tenues rouges. Rouge, c'est aussi la couleur des cartons qu'elles et ils distribuent à la direction en interrompant une réunion avec le comité social et économique (CSE), l'instance de représentation du personnel. *«On veut rappeler la direction à l'ordre car on assiste à un vrai décalage entre les valeurs que défend l'association et ce qui se passe en interne en termes de justice sociale, de transparence et de gouvernance partagée»*, se désole Anne-Sophie\*, salariée syndiquée à Asso-Solidaires.

## «Un manque de considération»

Le collectif de salariées et bénévoles conteste *«une absence de consultation»* et *«un manque de dialogue social»* pour trouver une alternative au plan de licenciement. *«D'autant que c'est en totale contradiction avec les principes de Nouvelle Équation»*, estime Anne-Sophie. Ce processus de restructuration et de changement de mode de gouvernance, voté en mars 2025, vise à ramener davantage de démocratie et de lien entre bénévoles et salariées au sein de l'organisation.

### Cet article est en accès libre.

C'est un engagement fort de notre équipe, pour permettre à tout le monde de s'informer gratuitement sur l'urgence écologique et de faire des choix éclairés. Si vous le pouvez, faites un don pour soutenir notre travail dans la durée et garantir notre indépendance.

[Je fais un don](#)

*«Il y a un réel manque de considération de ceux qui représentent Greenpeace face au public», souffle Mathis\*, l'air désabusé. Ancien salarié, il a souhaité rejoindre la lutte dans l'espoir que l'ONG «ne perde pas son rapport à l'humain». Il déplore que les postes menacés concernent principalement des fonctions opérationnelles, notamment au sein des équipes d'investigation et de campagne, sans que des postes d'encadrement soient touchés. «75% des emplois occupés par des élus au CSE et des personnes actives des sections syndicales sont en sursis. J'y vois aussi une manœuvre politique pour faire partir ceux qui dérangent», juge-t-il.*



Mathis, ancien salarié de Greenpeace France, et Christiane, coordinatrice du groupe local de Poitiers (Vienne), espèrent que des alternatives aux licenciements seront acceptées. © Lilou Hiver/Vert

Interrogée par Vert, Laurence Veyne, codirectrice adjointe de Greenpeace France, assure : *«Ce ne sont pas les personnes que l'on vise, mais des postes.»* Elle affirme *«avoir écouté les revendications»* du collectif et indique que la direction *«apportera des réponses à leurs demandes dans les meilleurs délais»*. D'après les révélations de Mediapart, la trésorerie de Greenpeace s'élève à près de onze millions d'euros, mais l'association prévoit un déficit de quatre millions d'euros d'ici 2027. Pour Laurence Veyne, le PSE reste nécessaire *«pour éviter qu'à l'horizon 2029 nos réserves aient fondu et que l'on soit en cessation de paiements»*.

De son côté, le CSE a demandé une contre-expertise sur les difficultés financières de l'ONG, dont les résultats sont attendus pour le 12 juin. Les salariées ont également élaboré des pistes d'alternatives au PSE : réduction des écarts de salaire, passage à 32 heures, plan de départs volontaires. *«La direction envisage nos propositions, mais en tant qu'ajustements à la marge, en plus des licenciements»*, regrette le collectif.

## Les groupes locaux inquiets

Depuis le début du mouvement social, la lutte a pris de l'ampleur. Sur un site en ligne depuis le 5 mai, les personnes mobilisées ont lancé un «*appel à la grève des communautés*» de Greenpeace France. Une pétition a notamment été créée et une lettre ouverte a été signée par 103 employés (sur un effectif total de 138). Les militantes sont aussi invitées à cesser leurs activités sur le terrain et les adhérentes à suspendre leurs dons. Quant aux groupes locaux, 20 sur 35 ont annoncé être en grève et 34 soutiennent la mobilisation.



Le collectif réfléchit à la suite de la mobilisation. © Militant-es et salarié-es de Greenpeace France mobilisé-es contre le plan de licenciement

Christiane\* est coordinatrice au bureau de Poitiers (Vienne). Elle a fait la route jusqu'à Paris, inquiète des répercussions du PSE sur les groupes locaux. «*On est en lien direct avec les chargés de campagne, s'ils ne sont plus là, qui visibilisera au niveau national les luttes sur nos territoires ?*», s'interroge-t-elle. Elle a peur de voir apparaître «*un Greenpeace mou qui ne fait plus que des plaidoyers*». Un avis partagé par le reste du collectif, ce mardi.

Assises en cercle dans une grande salle attenante à la réunion du CSE, salariées et militantes se questionnent sur la suite de la mobilisation. «*On a l'impression qu'avec ou sans vote, le PSE sera tout de même acté*», lance une militante. «*Ils refusent de nous écouter*», renchérit un deuxième. Certaines parlent de «*radicaliser*» la lutte, d'autres de «*demander la démission de la direction*». De prochains groupes de travail éclairciront la situation, avant le vote du budget, prévu pour le 9 juin.

\*Ces personnes n'ont pas souhaité donner leur nom de famille.